

(Seul le prononcé fait foi)

Discours de François BAROIN

Grande réunion publique – Parc Floral du Bois de Vincennes

Samedi 20 mai 2017

Embargo au prononcé

Merci à vous d'être ici,

Merci à vous d'être si nombreux,

Merci de votre fidélité après huit mois de débats politiques si intenses,

Merci de votre mobilisation sans faiblesse pour faire vivre nos idées, nos convictions, nos valeurs, notre passion de la France et notre ferveur républicaine.

Merci chère Valérie,

Je veux ici saluer dans la région que tu présides ton engagement, ton talent et ta force.

Nous nous connaissons depuis de nombreuses années, nous avons eu l'honneur de servir ensemble aux côtés du président Jacques Chirac et sous l'autorité du président Nicolas Sarkozy.

Nous sommes une fois de plus rassemblés pour cette campagne législative qui ne répond à aucune autre pour laquelle l'action collective est plus que jamais nécessaire. Merci à toi Valérie.

Merci à nos candidats qui incarnent parfaitement et de façon si talentueuse cette génération qui se lève qui demande un espoir et dont personne n'a ni le monopole ni le privilège.

Ils portent cette volonté d'engagement total au service de notre pays.

Ils sont le visage de la France. Une France construite sur ses racines et fière de son histoire.

Une France qui veut préparer son avenir sans renier son passé.

Une France confiante en elle-même et qui se bat pour chasser les doutes.

Une France qui préférera toujours la clarté à l'ambiguïté.

(Seul le prononcé fait foi)

Ils sont de droite et du centre et ils en sont fiers.

Ils portent les couleurs de la Majorité pour la France et ils ne s'en excusent pas. Nos candidats n'ont rien à voir avec les caricatures grotesques et dérisoires que l'on veut nous imposer dans cet unanimité illusoire et éphémère.

Ils sont ouverts et généreux.

Ils sont sensibles et attentifs.

Ils sont patriotes et à l'écoute du monde.

Ils aiment l'Europe à condition qu'elle soit juste et forte.

Ils aiment la liberté, la responsabilité et l'autorité.

Ils aiment l'égalité, l'égalité en droit, la belle et grande promesse républicaine.

Ils n'aiment pas l'égalité réelle qui nourrit l'égalitarisme tirant tout le monde vers le bas et ouvrant des trappes à pauvreté désespérant l'esprit d'entreprendre.

Ils n'en peuvent plus du matraquage fiscal qui ne résout rien et les étouffe.

Ils veulent la baisse des impôts pour que chacun puisse vivre dignement de son travail et ensuite profiter de sa retraite, ce qui ne sera pas le cas avec une augmentation spectaculaire de la CSG.

Ils n'aiment pas non plus l'égalité réelle nourrissant le communautarisme tournant le dos à la statue intérieure de ce qu'est la république.

Car en effet, le communautarisme voilà l'ennemi.

Ils aiment la Fraternité et ils savent eux ce que veut vraiment dire la main tendue.

Ils aiment la laïcité celle qui fait que nous vivons dans un pays où l'Etat se tient à égale distance des religions. Un pays où jamais on ne tolérera de placer les lois de la religion au-dessus des lois de la République.

Ils sont nos candidats.

Ils portent nos espoirs.

Ils sont les candidats de la Majorité pour la France.

La campagne qui s'ouvre est très particulière.

C'est une campagne éclair et les enjeux sont immenses.

(Seul le prononcé fait foi)

C'est au fond la mère des batailles, dans cette année de respiration démocratique qui ne répond à aucune autre.

C'est elle qui va fixer les grandes orientations du pays pour les cinq années à venir. Et c'est vous qui choisirez le cap à suivre.

Je voudrais que nous saisissons à bras le corps, avec optimisme et esprit de conquête, la chance que constituent les bouleversements que nous avons vécus.

Je voudrais que nous reprenions le flambeau du progrès et de l'avenir que nous sommes les seuls à pouvoir brandir d'une main audacieuse et sans ambiguïté.

Je voudrais que nous donnions à la France une majorité de droite et du centre.

Je voudrais que nous donnions au pays un gouvernement de droite et du centre.

Je voudrais qu'Emmanuel Macron ait la majorité qu'il faut à la France.

Une majorité sans ambiguïté, sans faux semblant.

Une vraie majorité et non une majorité de circonstances, de rencontres, et de d'ambitions personnelles.

Car au fond et personne de sérieux ne peut le contester, la campagne présidentielle a été la campagne de l'ambiguïté à tous les étages et si j'osais je dirais à chaque marche.

L'élection présidentielle nous a certes blessé, mais nous sommes toujours debout : nous sommes les Républicains et les Républicains ne marchent pas à genoux.

Nous sommes la droite et le centre et nous n'avons pas à en rougir.

Nous avons nos combats qui nous lient à Jacques Chirac, à Nicolas Sarkozy, à Alain Juppé, à François Fillon aussi qui porta nos couleurs, malgré la tempête.

Nous avons des valeurs qui s'enracinent dans les combats livrés pour la liberté, pour l'indépendance nationale, pour l'humanisme face aux tyrannies.

Nous avons un projet dont les priorités sont commandées par la nécessité impérieuse de libérer notre économie et de restaurer les piliers de la République.

Nous avons avec nous des millions d'électeurs dont nous sommes les interprètes et les garants.

Nous ne sommes propriétaires de rien.

Nous avons un mandat qui nous vient du peuple et le devoir de respecter les sept millions de Françaises et de Français qui ont voté pour nous au premier tour de l'élection présidentielle.

Nous ne sommes pas des pions qu'on déplace sur un échiquier !

(Seul le prononcé fait foi)

Oh, je vois bien que certains voudraient faire de ces législatives un vaste plébiscite pour couronner le nouveau pouvoir. Nous serions sommés de courber l'échine, sommés d'applaudir le nouveau maître des lieux, sommés d'appliquer un projet qui n'est pas le nôtre, bref sommés de renoncer à être nous-mêmes.

Pendant qu'on y est, annulons les législatives pour effacer toutes les différences et célébrons ensemble la fin du débat politique.

Comme si le fait de ne plus débattre sur les choix essentiels pour l'avenir de notre Pays pouvait soudainement résoudre toutes les difficultés de la France.

Imaginez que, dès le lendemain de la présidentielle, les Républicains aient rejoint En Marche.

Imaginez qu'aujourd'hui la majorité des républicains aient subrepticement retournés leur veste, alors certains rappelleraient la malicieuse formule d'Edgar Faure « *ce n'est pas la girouette qui tourne c'est le vent* » et celle de Jean Guittou tel un écho « *être dans le vent c'est avoir un destin de feuille morte* ».

Les Français nous regarderaient avec consternation et peut-être plus encore.

Pire que cela, ils verraient dans ce revirement le symbole d'un dangereux calcul. Beaucoup d'entre eux en concluraient que la seule alternative se situe désormais aux extrêmes.

Notre démocratie en sortirait-elle renforcée ? Sûrement pas.

Désolé, mais ce scénario n'est pas le mien et il n'est pas le vôtre.

Ce n'est pas qu'une question de principes, c'est une question d'authenticité.

Nous avons des convictions, nous les gardons, nous les affichons.

La franchise m'apparaît bien plus porteuse pour notre pays qu'une addition de reniements.

Et puis, une élection n'ouvre pas la saison des transferts, la démocratie ne peut pas être un marché gouvernemental.

La démocratie, c'est toujours le fruit d'un choc positif entre des idées, des valeurs, des projets.

Et ce choc vital, il se féconde lors de l'élection présidentielle.

Ce ne fut pas le cas cette fois-ci.

Le second tour a faussé le débat. Une large partie des Français s'est rassemblée contre le Front National et non pour Emmanuel Macron.

Soyons clairs : la légitimité du Président est incontestable. Il est le président de la république. Il est le président de tous les français. Sa tâche est immense, elle l'est pour cinq ans, et nous souhaitons la réussite de la France.

(Seul le prononcé fait foi)

Sa victoire ne saurait être remise en cause, mais les raisons de sa victoire ne peuvent ni de doivent être oubliées !

D'où l'importance de ces élections législatives qui seront vraiment le reflet des sensibilités et des attentes qui traversent notre pays.

Prétendre, comme je l'entends souvent, que cette victoire présidentielle est « *extraordinaire* », qu'elle « *incarne une recomposition tonitruante* » me laisse pantois.

Les Français n'ont pas massivement voté pour un homme ou un projet, ils ont sagement voté contre l'extrémisme, comme je l'ai fait et comme nous avons appelé à le faire.

Cette présidentielle rentrera dans l'histoire aussi par le débat de l'entre-deux tours où Le Pen Marine a coulé.

Elle a montré toutes ses limites et celles de son projet funeste dont les premières victimes seraient celles qu'elle prétend défendre. Plus que jamais le vote front national est une impasse.

La tentative d'En Marche de construire un seul bloc autour d'un seul parti politique n'a aucun sens dans une démocratie représentative moderne.

En république on doit aux électeurs la vérité sur la composition de la majorité qui doit gouverner.

Les Français pressentent bien les contradictions portées par les candidats d'En Marche et la part d'illusion de la séquence que nous vivons. Derrière le terme de candidats de la société civile se cache souvent des anciens collaborateurs de Ministres ou d'élus PS, ou hauts fonctionnaires encartés ou proches du parti socialiste.

Je vous propose donc de donner à la France, une majorité claire de droite et du centre qui nous permettra de gouverner au lendemain du 18 juin.

Le président de la République a montré la voie en nommant au gouvernement trois membres sortis de nos rangs, mais la présence de François Bayrou et de hiérarques socialistes montre que la politique menée penchera à Gauche.

Le plus sûr moyen d'appliquer nos idées et de mettre en œuvre notre projet est de donner une majorité de la droite et du centre.

Je suis d'ailleurs certain que le Président de la République aura à cœur d'appuyer le changement profond que notre majorité portera.

Notre majorité sera attentive à respecter les prérogatives du Président de la République. La règle de la Constitution est claire. C'est au gouvernement qu'il revient de déterminer et conduire la politique de la Nation dans une coexistence institutionnelle qui a déjà fonctionné.

(Seul le prononcé fait foi)

Nous ne proposons pas aux Français une confrontation mais un apaisement. Nous ne proposons pas aux Français la VI^e République, ni la liquidation de l'héritage du Général de Gaulle.

Nous proposons aux Français un mode de gouvernement inédit. Celui qui réconcilie les Français. Ceux de mai et ceux de juin. Toute la Nation !

Un régime d'équilibre institutionnel et d'efficacité d'action.

Le rapport de force politique issu du second tour n'est pas le visage réel de la France.

Le premier tour de l'élection présidentielle a montré combien le pays est fracturé en quatre blocs politiques quasi-équivalents.

Des millions de nos compatriotes ne se sentent plus représentés et se tournent vers les extrêmes. Au premier tour, près d'un français sur deux était prêt à choisir entre le chaos et l'anarchie.

Ne pas entendre le message et les souffrances des électeurs du 1^{er} tour serait une faute.

A nous de les convaincre que nous portons des solutions.

Car c'est cette France du 1^{er} tour qui s'exprimera lors des élections législatives.

Ne nous y trompons pas, l'objectif d'En Marche est de faire illusion le temps de la campagne législative, en semant la confusion.

Il voudrait nous faire croire que les différences, les oppositions, les opinions ont disparu comme par magie.

Nous ne nous laisserons pas piéger.

Le mouvement En Marche n'a pas recomposé la gauche et la droite.

En Marche ! s'est substitué pour l'essentiel à l'ancien parti socialiste !

En Marche ! est une sorte de pavillon de complaisance qui recouvre toutes sortes de marchandises.

On y trouve du socialisme de contrebande et les éternels revenants des aventures Bayrou.

La devanture a changé, le fond de commerce est resté le même. Les électeurs ne seront pas dupes.

Le renouvellement ce n'est pas cela.

Le renouvellement, il se fera dans la clarté des convictions, dans la force de nos idées, dans la qualité de nos candidats. 60% de nos candidats se présentent pour la première fois à une élection.

(Seul le prononcé fait foi)

En Marche! veut nous faire croire que la droite et la gauche c'est la même chose. C'est une imposture ! Bien sûr qu'il y a une droite et une gauche. Il y aura toujours une droite et une gauche.

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, défendent le travail et ceux qui s'arc-boutent sur le statu quo archaïque des 35 heures ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous proposent, après cinq années de matraquage fiscal sans précédent, de baisser enfin fortement les impôts des Français et En Marche qui veut augmenter de plus de 20 milliards d'euros la CSG pour tous les Français ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, proposons une écologie pragmatique et constructive, et ceux qui veulent sortir du nucléaire, fermer Fessenheim, abandonner Notre-Dame des Landes aux Zadistes pour satisfaire les chapelles écologistes ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, veulent défendre et préserver nos territoires en proposant un moratoire sur la fermeture des services publics en milieu rural et ceux qui ne veulent investir que dans les métropoles ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, sachant qu'un français sur deux vit dans une commune de moins de 10.000 habitants veulent préserver les équilibre territoriaux et ceux qui veulent privilégier les grandes métropoles qui confisquent les énergies à leur détriment ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, prônent la tolérance zéro contre la criminalité et ceux qui combattent les peines planchers automatiques pour les délinquants récidivistes ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, voulons maîtriser les flux migratoires et protéger nos frontières et ceux qui, comme En Marche, veulent que rien ne bougent face au chaos migratoire ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, veulent réarmer l'État face au terrorisme islamiste et aux replis communautaires et ceux qui veulent la poursuite de la politique conduite depuis 5 ans ?

Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui, comme nous, veulent défendre la laïcité qui est le seul gage du vivre ensemble et ceux qui veulent céder au communautarisme qui a terme divisera notre Nation ?

Mes chers amis, je vous le dis, Les Républicains ce n'est pas En Marche!

Je refuse cette stratégie de la confusion.

Ma conviction est que l'on ne rassemble pas la France sur le flou, en esquivant les sujets les plus difficiles, en étant dans l'ambiguïté.

(Seul le prononcé fait foi)

Quand on fait de l'ambiguïté une stratégie électorale, on se prépare à une politique ambiguë.

Lorsqu'on esquivé, on ne dit pas grand-chose.

Lorsqu'on ne dit pas grand-chose, on se prépare à ne rien faire.

En Marche! prépare l'alternance de la confusion.

Nous ne voulons pas d'une alternance de la confusion.

Nous voulons une alternance qui change vraiment le quotidien des Français.

Et c'est bien l'enjeu de ces élections législatives, parce que la situation du pays est grave, après cinq années de déclassement.

Depuis cinq ans, le chômage s'envole, alors que l'emploi et le pouvoir d'achat doivent être la première des priorités. Depuis 2012, ce sont plus de 600 000 chômeurs de plus, pour la seule catégorie A. Les chômeurs ce ne sont pas une statistique, c'est autant de drames et de souffrances.

Depuis cinq ans, les violences s'aggravent et nos forces de l'ordre sont les victimes d'attaques inouïes. L'image que nous offrons à l'étranger est celle d'un État impuissant et désemparé.

L'affaïssement de l'autorité de l'État est sans précédent.

Depuis cinq ans, des territoires entiers sont abandonnés, laissant des millions de nos compatriotes désemparés. Je pense naturellement à notre ruralité, oubliée sinon victime des années Hollande.

Nous créerons une agence nationale de renouvellement rural et territorial. Avec un euro investi pour la ville, nous investirons un euro pour la ruralité. Nous imposerons un moratoire sur la fermeture des services publics dans les zones rurales. C'est l'engagement que nous prenons.

Lors de cette élection le sentiment de déclassement a saisi beaucoup de nos compatriotes et des fractures graves de la société française se sont manifestées.

Aux ambiguïtés d'En Marche et à l'irresponsabilité de Front national, nous opposons une alternance franche, une alternance forte et crédible.

Nous avons un projet pour le redressement de la France.

Notre ligne est claire. Nous nous engagerons de toutes nos forces pour défendre le pouvoir d'achat, pour baisser massivement les impôts, pour relancer notre économie, pour réarmer l'État, pour assurer la cohésion sociale.

Oui, les 577 candidats de la droite et du centre sont les candidats de la feuille de paie.

Donner une majorité En Marche, c'est accepter le contraire.

(Seul le prononcé fait foi)

La hausse de la CSG voulue par En Marche touchera tous les Français. Ce nouveau projet de matraquage fiscal représente 300 euros par an pour une pension de retraite ou un revenu mensuel de 1 500 euros.

Il faut lire attentivement le programme, les petites lignes du contrat.

La hausse de la CSG c'est maintenant, la baisse de la taxe d'habitation c'est pour 2020!

En Marche ! veut exonérer de taxe d'habitation 80% des contribuables. C'est déjà oublier que près d'un français sur deux ne la paie pas.

Mais derrière cette mesure d'apparence aimable et généreuse se cache l'augmentation de la taxe foncière, la concentration de l'ISF sur l'immobilier, et il faut le savoir, le concepteur du projet d'En marche est l'auteur de l'idée d'un loyer obligatoire pour tous les propriétaires.

Si ce n'est pas une charge lourde contre ceux qui possèdent et qui on fait du rêve de leur vie d'avoir un bien pour le transmettre à leurs enfants, je ne sais pas ce que c'est. J'ajoute sur ce sujet que les élus locaux, quel que soit leur sensibilité, refuseront ce transfert de l'impopularité fiscale imposée par En Marche.

D'ailleurs cette suppression de la taxe d'habitation cache autre chose, c'est à terme la mise en cause profonde de la libre administration des collectivités territoriales, c'est la suppression du contre-pouvoir local, si on va un peu plus loin dans la lecture, la proposition d'en marche de nationaliser le RSA c'est la suppression du contre pouvoir départemental.

Et si on va un peu plus loin encore la nationalisation de l'UNEDIC c'est la mise en cause d'une partie du contre pouvoir social.

Ça fait beaucoup de remise en cause de contrepouvoir.

Nous prenons des engagements précis :

Pas d'augmentation de la TVA.

Pas d'augmentation de la CSG,

Une baisse de 10% de l'impôt sur le revenu de tous les Français.

La défiscalisation des heures supplémentaires.

Après 50 milliards d'euros d'impôts supplémentaires depuis 2012, nous voulons rendre du pouvoir d'achat aux ménages dès cet été.

A la différence d'En Marche, nous voulons que ces baisses d'impôts soient financées par des baisses durables de dépenses publiques.

Nous ne voulons pas des jeux de bonneteau où on vous reprend avec la main gauche ce qu'on vous a donné avec la main droite.

(Seul le prononcé fait foi)

Nous voulons que les baisses de dépenses publiques soient supérieures aux baisses d'impôts. C'est le fondement de notre sérieux budgétaire.

Ces baisses de dépenses publiques seront votées, dès cet été, au même moment que les baisses d'impôts. C'est à cette condition que la France redeviendra crédible en Europe.

Le pacte de progrès que nous proposons à la fonction publique contribuera à atteindre l'équilibre budgétaire.

Les forces de sécurité et les personnels soignants hospitaliers seront exclus de cet effort de réduction. Nous voulons moins de fonctionnaires, mais mieux payés. C'est la seule façon responsable pour mettre fin à la paupérisation progressive de nos agents publics, à cette politique du gel du point d'indice qui ne peut être poursuivie dans la durée.

Mais réformer la fonction publique, c'est aussi restaurer l'équité entre le public et le privé.

Nos concitoyens ne comprennent plus, à juste titre, ce qui justifie de telles différences de traitement. Qu'est ce qui explique que la retraite d'un salarié soit calculée en fonction de ses 25 meilleures années, là où celle d'un fonctionnaire l'est sur les six derniers mois de sa carrière ?

Nous alignerons les régimes de retraite et mettrons fin aux régimes spéciaux et porterons progressivement l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

C'est parce que nous aurons réformé les retraites que nous pourrons augmenter les petites retraites de 300 euros et les petites pensions de réversion de 10 %.

Le choix d'En Marche est tout autre. C'est le choix de l'inertie. Il ne propose rien, sauf de passer à un système à points, qui ne garantira plus à l'avenir le niveau des pensions. C'est donc tromper les électeurs.

Nous devons mener la bataille de l'emploi, en levant les freins à l'embauche. Ce chantier, il faut l'inscrire dans le cadre de la réforme du marché du travail que nous entendons mener là aussi dès le mois de juillet.

Cette réforme portera d'abord sur le temps de travail. Les partenaires sociaux auront 18 mois pour négocier au niveau des entreprises ou des branches pour les plus petites d'entre elles pour sortir du carcan des 35 heures.

Mais nous fixons une règle : tout travail supplémentaire doit être rémunéré en conséquence.

C'est dans cet esprit que se fera la réécriture du code du travail, pour qu'il fixe les droits fondamentaux, simplifie la vie des entrepreneurs, modernise le dialogue social dans l'entreprise.

En plus de rendre du pouvoir d'achat aux Français, nous réarmerons l'État. La France est en état d'urgence à l'intérieur et en guerre à l'extérieur.

(Seul le prononcé fait foi)

Baisser la garde n'aurait aucun sens. Nous devons faire un effort sans précédent pour préserver la sécurité des Français à l'intérieur et défendre nos intérêts à l'extérieur.

Nos armées sont aujourd'hui en situation d'embolie financière gravissime. Notre effort de défense sera porté à 2% de notre richesse nationale sur le quinquennat. C'est une impérieuse nécessité.

Sur le front intérieur, dès cet été, nous ferons voter un dispositif pour lutter implacablement contre la récidive. François Bayrou, désormais Garde des Sceaux, comme tous les candidats En Marche, est contre les peines-plancher. Nous voulons leur rétablissement.

Nous voulons le recrutement et le redéploiement de 10 000 policiers et gendarmes, nous voulons renforcer les moyens de notre Justice et la construction de 16 000 places supplémentaires de prison.

Face à la délinquance, et face à l'inexécution de 100 000 peines de prison prononcées par an, comment pourrait-il en être autrement ?

En Marche propose de maintenir la contrainte pénale de Madame Taubira qui fait de la prison l'exception pour les délits passibles d'une peine de moins de cinq ans.

Mettre fin à la politique de désarmement pénal, c'est nous renforcer face au terrorisme. Les actions terroristes sont bien souvent nourries par les trafics de stupéfiants et d'armes, revigorés par une impunité de fait, tant la chaîne pénale dysfonctionne.

Face au terrorisme nous serons implacables.

Nous dissoudrons tous les mouvements se réclamant du « *salafisme* » ou de l'islamisme radical. Nous ferons la même chose pour les associations qui prônent la haine, la violence, ou les discriminations notamment à l'encontre des femmes. Nous sanctionnerons plus fortement les contrevenantes récidivistes du port du voile intégral.

Quand il s'agit du réarmement de l'État, il ne peut y avoir de demi-mesures.

Et face au chaos migratoire, nous maintiendrons le contrôle aux frontières tant que Schengen n'aura pas été réformé.

Nous donnerons au Parlement le pouvoir de voter des quotas d'immigration, pour la diviser par deux.

La France a le droit de décider qui elle accueille en fonction de ses capacités.

Notre projet remet l'école au cœur de notre ambition. L'école est le lieu de l'ascenseur social. Je crois en l'école comme le creuset de la République, je crois en l'école comme le creuset de la méritocratie.

(Seul le prononcé fait foi)

Voilà ce que doit être notre objectif. Nous créerons des bourses permettant la prise en charge des frais de scolarité pour les élèves « méritants » : une centaine de lauréats par académie seront désignés chaque année. Les professeurs seront associés au choix.

Dans le même esprit nous redonnerons vie aux internats d'excellence, un programme supprimé sous le quinquennat précédent alors qu'il permettait précisément aux plus talentueux d'étudier dans de bonnes conditions sans considération de fortune.

Nous renforcerons les savoirs fondamentaux pour qu'aucun élève n'entre en sixième sans savoir lire, écrire, compter et connaître l'histoire de notre pays.

La réforme des rythmes scolaires a créé la confusion entre le temps scolaire et le temps périscolaire. Nous y mettrons fin.

Comme nous abrogerons la réforme du collège.

Le collège ne peut pas être le lieu de l'expérimentation pédagogique alors qu'année après année la France dégringole dans les classements internationaux. La jeunesse de notre pays mérite mieux.

L'alternance, c'est aussi remettre la famille au cœur de notre projet.

Nous la remettrons au cœur de notre politique fiscale, là où En Marche ! porte l'héritage de la politique de François Hollande.

Nous réinstaurerons l'universalité des allocations familiales, et porterons le quotient familial au niveau qui était le sien avant 2012.

Nous voulons dire à toutes les femmes qui ne veulent plus avoir à choisir entre travailler et faire garder leurs enfants, à toutes ces familles qui se désespèrent du coût que représente l'aide à domicile pour leurs parents dépendants, que là encore, le changement sera très concret.

Dès cet été il n'y aura plus aucune charge sur les emplois à domicile. C'est une baisse de 20% par rapport à ce que les familles payent aujourd'hui.

Nous sommes prêts pour engager le redressement dont la France a besoin.

Prêts tout d'abord parce que notre projet est solide.

Prêts ensuite parce que nous avons une équipe, rassemblée, et qui sera soutenue à l'Assemblée nationale par une majorité cohérente et stable.

Les 577 candidats de la droite et du centre que nous avons investis en témoignent.

(Seul le prononcé fait foi)

Prêts enfin parce que notre calendrier est connu. Les Français savent que s'ils donnent une majorité pour la France dès cet été nous mènerons les réformes pour lesquelles nous serons élus.

Mes chers amis,

Menons ce combat car c'est un combat pour la France.

Ce combat c'est celui des convictions contre l'ambiguïté.

Ce combat c'est celui qui refuse un chèque en blanc et un face à face exclusif, entre En marche et le Front National.

C'est maintenant qu'il faut se mobiliser.

C'est maintenant qu'il faut peser.

C'est maintenant qu'il faut choisir la véritable alternance.

Rien n'est écrit.

Rien n'est joué.

Ne laissez personne décider à votre place.

Nous devons aller au bout de notre engagement, c'est notre devoir, c'est notre responsabilité, pour nos idées, pour nos valeurs, pour nos convictions, pour la France.

C'est la France qui est en jeu.

C'est cette France que vous aimez plus que tout.

C'est dans trois semaines que tout se joue.

Les 11 et 18 juin, donnons une majorité pour la France !

Pour que vive la République et pour que vive la France !